

 \overline{L} 'examen de passage.

Les contradictions du régime gaulliste

Abraham Béhar

'appui large et massif au bon général n'aura duré que l'espace d'un été. Il y a dans le chœur gaulliste pour le moins quelques dissonances, et tout naturellement c'est l'Université qui joue le rôle de pomme de discorde.

La masse des réactionnaires, fascistes du C.D.R. et autres Bayet (de la vénérable société des agrégés) ne pouvaient pas accepter la moindre réforme. Le conflit latent entre conservateurs et technocrates est maintenant public: la loi d'orientation d'Edgar Faure reste la cible principale, les libertés politiques et syndicales le prétexte. Car il y a contradiction absolue entre la masse de l'U.D.R., qui n'a rien appris, rien compris, et rien oublié, et la volonté des réformateurs gouvernementaux qui proposent un remaniement des structures de l'enseignement supérieur assez radical : autonomie financière, département à direction élue (enseignants-étudiants) avec perte du pouvoir de propriété des chaires, liberté pédagogique et même une simplification du statut des enseignants. Le recrutement des enseignants du premier degré serait lui aussi bouleversé, les instituteurs étant formés avec la participation de l'enseignement supérieur.

Ce conflit très aigu a sa pleine signification politique : les tenants de l'université-de-papa veulent l'épreuve de force, mater les étudiants, et faire régner la terreur blanche dans ce secteur pour imposer le silence à l'ensemble des travailleurs. Cette théorie de l'ensemble a le double avantage de rencontrer une oreille complaisante chez les matamores de l'U.D.R. et de rendre plausible la défense pure et simple de l'université bourgeoise, donc des intérêts particuliers des mandarins. (La création de quinze petites universités dans la région parisienne, mettant fin à la dictature de la Sorbonne et de la Faculté des Sciences est particulièrement mal ressentie par les nantis.)

Mais derrière cette contradiction principale dans le camp gaulliste, se développe un autre conflit bien plus significatif sur le rapport de forces dans la droite : il existe aussi une rébellion aiguë des technocrates qui sont d'accord pour une réforme profonde de l'université, mais pas d'accord pour remettre en cause la dictature professorale : modifier la thèse oui, constituer des départements bien sûr, mais introduire les étudiants et leur faire élire les dirigeants de ces unités, pas question. Il est intéressant de noter que cette protestation des technocrates les conduit en toute logique à rejoindre les partisans de l'épreuve de force ; l'attitude du doyen de la faculté des Sciences de Paris, appelant ouvertement les forces de police à son secours, et refusant tout dialogue avec les étudiants, est caractéristique de ce cheminement des technocrates réformistes vers la répression aveugle. Si le premier conflit se cristallise autour des libertés politiques et syndicales le second tourne autour de la sélection des étudiants. Mais dans tous les cas c'est la hiérarchie mise en cause qui se défend.

Mais le tableau n'est pas aussi simple, il n'y a pas seulement le chef de l'Etat et son ministre essayant d'imposer une réforme contre les gaullistes (comme d'habitude d'ailleurs...). Il y a un projet politique cohérent qui explique et l'ampleur des propositions faites et les limites imposées. Notons particulièrement que l'ouverture vers l'extérieur des universités revient à imposer dans leur gestion la présence d'un tiers de notables à la botte du pouvoir, excellent moyen pour rentrer dans la citadelle universitaire. Il est tout aussi significatif de voir le secteur productif (la recherche, les départements de technologie et les grandes écoles) totalement en dehors du bouleversement proposé. Cette décentralisation habile et ce libéralisme permettent par ailleurs de renforcer la mainmise de l'Etat sur la recherche scientifique et le devenir professionnel des étudiants. Ce qui apparait très nettement c'est l'effort fourni pour l'université aux buts du néo-capitalisme.

Qu'avons-nous à faire devant cette situation ? Rester des spectateurs amusés des dissensions du camp adverse, ou au contraire agir sur leurs contradictions ? En réalité les modifications apportées aux structures universitaires ne sont pas des solutions réelles car la crise culturelle de la bourgeoisie est une crise du système capitaliste lui-même. Mais de nouveaux terrains de lutte apparaissent pour les forces étudiantes et enseignantes, et le rôle des militants socialistes est de les utiliser en en profitant et en aggravant les contradictions des réactionnaires.

Plus que jamais le problème des libertés élémentaires, politiques et syndicales reste posé. Le rôle

peu recommandable des barbouzes et autres nervis de choc de l'U.D.R. dans la surveillance des examens de médecine vient encore confirmer ce fait. Cette grève, déclenchée par les étudiants modérés, sur des revendications spécifiques à la médecine, est liée à la décision unilatérale du pouvoir de faire passer les examens de style ancien sans respecter les accords passés avec les étudiants. Elle a vu fleurir « d'ardents défenseurs de la liberté », injures aux lèvres et matraque au poing.

Plus que jamais l'unité étudiants-ouvriers est nécessaire : laisser le secteur étudiant face aux attaques du pouvoir, c'est laisser demain les travailleurs isolés face aux attaques patronales. Les étudiants savent que la lutte sera longue et qu'elle passe nécessairement par le front uni des travailleurs et des étudiants ; ils sauront déjouer les provocations des fascistes de l'U.D.R et leurs alliés.

Dès maintenant la tâche est claire : par les expériences d'Universités populaires les salariés et les universitaires se sont retrouvés ensemble pour approfondir l'analyse et tirer les leçons du mouvement de mai. Il faut maintenant se battre pour l'ouverture de l'université aux travailleurs. Le pouvoir veut réaliser la jonction entre la haute bourgeoisie d'affaires et l'Enseignement supérieur ; nous nous battrons pour opposer l'Université populaire à l'Université bourgeoise.

La rentrée est bien difficile mon général!

<u>Tribune socialiste</u> n° 380 - 12 septembre 1968 Page 11